



PREFECTURE DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LA REALISATION D'UNE STATION D'EPURATION CONSECUTIF AU PROJET
D'AMENAGEMENT DE L'AIRE DE SERVICE SUR L'A81 SENS LE MANS - LA GRAVELLE
- COMMUNE DE SAINT DENIS D'ORQUES

COMMUNE DE SAINT-DENIS-D'ORQUES

DOSSIER N° 72-2015-00248

La préfète de la SARTHE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement de eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 31/07/15, présenté par ELIOR représenté par Monsieur CAZELLES Didier, enregistré sous le n° 72-2015-00248 et relatif à : la réalisation d'une station d'épuration consécutif au projet d'aménagement de l'aire de service sur l'A81 sens Le Mans - La Gravelle - commune de SAINT DENIS D'ORQUES ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**ELIOR
61-69
61 RUE DE BERCY
75012 PARIS 12**

concernant : la réalisation d'une station d'épuration consécutif au projet d'aménagement de l'aire de service sur l'A81 sens Le Mans - La Gravelle - commune de SAINT DENIS D'ORQUES

dont la réalisation est prévue dans la commune de SAINT-DENIS-D'ORQUES

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 30/09/2015, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de SAINT-DENIS-D'ORQUES

où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de SAINT-DENIS-D'ORQUES par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

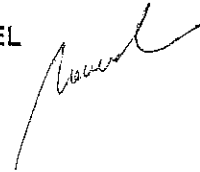
Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LE MANS , le 4 Août 2015
Pour la Préfète de la SARTHE
P/ Le Directeur Départemental des Territoires
Le chef du Service Eau - Environnement

Philippe NOUVEL



PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Situation au 01/09/2015 -steu en projet

code Sandre : à créer

Date de mise en service : fin 2016

Bassin : Loire-Bretagne

Région : PAYS DE LA LOIRE Département SARTHE

Agglomération : Saint Denis
d'Orques

Service Police de l'Eau : DDT 72

Description

Commune d'implantation	Coordonnées géographiques (lambert 93)
Saint Denis d'Orques	Site de la station X = 452 300 - Y = 6 774 460

Maître d'ouvrage :
groupement ELIOR – HRC (privé)

Charge maximale en entrée :	15 kg DBO5/j	Capacité nominale :	250 EH
Débit de référence :	37,5 m³/j – jour de pointe	Débit de pointe:	4 m³/h

Filières de traitement :	Eau :	Filtres Plantés de Roseaux (FPR) à 2 étages : - 1er de 350 m²-3 casiers - 2nd de 250 m²-2 casiers
	Boues :	Stockage dans les lits
Site ancienne station		Station détruite après mise en service des FPR

Rejet

Milieu de rejet	Type :	eau douce	Nom :	Le Treulon
	Bassin versant :	Sarthe aval	Masse d'Eau	Le Treulon et ses affluents jusqu'à la confluence avec l'Erve – FRGR0489
Zone sensible	Code :	04213	Nom :	Bassin Loire Bretagne
	Arrêté du :	9 janvier 2006	Critère :	Azote et Phosphore

Obligations et Traitements

Arrêté national :	Arrêté du 22/06/2007	Législation :	Loi sur l'eau	Régime :	Déclaration
Récépissé Déclaration :			01/09/2015	Valide jusqu'au :	01/09/2018
SDAGE DU Bassin Loire Bretagne			18/11/2009	Dispositions :	3 A-1 & 3A-3

Performance et Autosurveillance

Paramètre	DBO5	DCO	MES	NTK	Pt
Norme de rejet en rendement ou concentration	35 mg/l ou 60%	60%	50%	-	-
<i>Pour information : performance attendue en mg/l, ou %</i>	25 > 90 %	125 > 85 %	35 > 90 %	20	8

Dossier Loi sur l'Eau et disposition 3 A-1 du SDAGE

Paramètre	DBO5	DCO	MES	NTK	NGL	Pt
Nombre d'analyses /an	1	1	1	1	1	1

(annexe IV de l'arrêté du 22/06/2007)

Les résultats seront transmis au service chargé de la police de l'eau au format SANDRE, chaque mois suivant le bilan.

Le pétitionnaire fera établir le cahier de vie des installations en cours de travaux, afin qu'il soit validé au plus tard lors de la réception des ouvrages.

Boues

Les boues produites sont stockées dans les filtres plantés de roseaux (FPR), un suivi annuel sera réalisé avant épandage (échéance estimée : 8 ans).

Mesures particulières :

- Le pétitionnaire informera le service chargé de la police de l'eau du démarrage prévisionnel des travaux, adressera les CR de chantier, et fournira un plan de recollement des ouvrages réalisés.
- Le pétitionnaire établira une demande de création de code Sandre auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, afin de transmettre les données par fichier au format Sandre.



PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Direction Départementale
des Territoires de la Sarthe

ELIOR

61-69
61 RUE DE BERCY

Service de police de l'eau

75012 PARIS 12

Dossier suivi par :
Franck LUCAS

Mél : franck.lucas@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 66

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
la réalisation d'une station d'épuration - Aire de Service sur l'A 81 - SAINT DENIS d'ORQUES
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :72-2015-00248

LE MANS, le 03/09/2015

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

la réalisation d'une station d'épuration consécutif au projet d'aménagement de l'aire de service sur l'A81 sens Le Mans - La Gravelle - commune de SAINT DENIS D'ORQUES

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 04/08/2015, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Saint Denis d'Orques pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du service eau et environnement

Philippe NOUVEL